L'INDUSTRIALISATION A PETITE ECHELLE: UNE ALTERNATIVE FECONDE AU MODELE DE DEVELOPPEMENT STANDARD

FERGUENE, A.

Université Pierre Mendès, Grenoble, France.

RESUME

L'objet de cet article porte sur deux points: dans un premier temps, l'auteur expose la mise en cause du modèle traditionnel de développement fondé sur l'unité de production de grandes dimensions. Dans un deuxième temps, l'auteur explore les principaux éléments qui définissent la notion "d'industrialisation à petite échelle" en tant que réponse alternative aux des fonctionnements économiques et sociaux du modèle de développement standard.

INTRODUCTION

Le concept traditionnel de développement, quelle que soit l'inspiration philosophique dont il possède, repose sur l'idée que l'industrialisation fondée sur l'unité de production de grandes dimensions est la clé du décollage économique et du progrès social. Cette idée qui est au coeur des stratégies et des programmes mis en oeuvre pendant les années soixante et soixante-dix, est sérieusement remise en cause de nos jours. Le fait est que les évolutions de tous ordres enregistrées au cours de la décennie quatre-vingt, dans le domaine économique, semblent avoir quelque peu ébranlé la notion "d'économie d'échelle" associée à l'unité de grandes dimensions.

D'un autre côté, et de façon plus générale, il est clair que la crise qui sévit au Nord depuis une vingtaine d'années, conjuguée au constat de blocage du développement dans bon nombre de pays du Sud, n'est pas sans jeter un discrédit sur le schéma de développement qui était jusque là en vigueur et qui paraissait incarner le projet de "grande société" pour tous.

Résultat de tout ceci, au Sud comme au Nord, se fait jour une tendance vers de nouvelles pratiques de développement, des pratiques fondées sur des entreprises de petites tailles- industrielles ou artisanales- s'adonnant à des activités similaires ou proches et regroupées dans un même espace géographique. Ce sont précisément ces regroupements spatiaux de petites entreprises exerçant en gros les mêmes activités qui forment ce que l'on appellera ici "systèmes d'industrialisation à petite échelle" et que divers auteurs nomment "systèmes industriels locaux ou localisés". (1)

S'agissant des pays en développement, objet de la réflexion proposée ici, les questions qui se posent sont les suivantes:

- En quoi les nouvelles dynamiques de développement s'écartent-elles du modèle de développement standard?

Permettent-elles véritablement de remédier aux insuffisances et carences de ce dernier?

- Plus précisément, par quel(s) effet(s) ces entreprises regroupées sectoriellement et spatialement engendrent-elle un dynamisme qui tranche avec les dysfonctionnements économiques et sociaux constatés ailleurs et/ou auparavant?
- Bref, en quoi l'industrialisation à petite échelle constitue-t-elle une alternative au modèle de développement dominant et à ses limites désormais évidentes?

Répondre à ces questions- ou tout au moins leur apporter quelques éléments de réponse- tel est en gros l'objet de ce papier. A cette fin, on adoptera le plan suivant en deux temps: dans un premier temps, il est utile de revenir sur la remise en cause de schéma de développement qui a prédominé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ceci surtout pour situer la diversité des points de vue à partir desquels cette remise en cause est faite. Dans un deuxième temps, on exposera les principaux éléments qui définissent le contenu de cette notion "d'industrialisation à petite échelle" et qui forment autant d'axes de démarcation de celle-ci par rapport au modèle de développement dominant.

I- LE DEVELOPPEMENT DES PAYS DU SUD: LE MODELE STANDARD MIS EN CAUSE

L'Economie du développement au sens classique du terme-c'est-à-dire au sens d'un corpus théorique conceptualisant le développement des jeunes nations du Sud dans un cadre international- ne fait plus recette. Sans doute, au cours de ces dernières années, un relatif regain d'intérêt pour la discipline est-il, ici et là, enregistré(2).

Toutefois, le développement traditionnel, dans sa version libérale comme dans sa version socialiste ou collectiviste, continue de faire l'objet d'une certaine désaffection pour ne pas dire d'une désaffection certaine.

Le fait est que concrètement les limites du modèle de développement traditionnel sont devenues évidentes, ce qui a conduit sur le plan théorique à un constat de carence. Ce constat ne concerne pas, naturellement, de façon égale l'ensemble des pays, des expériences et des stratégies. Si les expériences dites de "développement autocentré"- quel que soit le schéma adopté: industrialisation par "substitution d'importations" ou par "industries industrialisantes"- ont dans l'ensemble abouti à des résultats particulièrement décevants, il n'en est pas allé de même dans les pays qui ont su, à un moment donné de leur évolution, réorienter leurs efforts vers des stratégies de "promotion d'exportations" ou de "substitution d'exportations". Dans ce dernier cas, et l'on pense évidemment ici aux pays de l'Asie

du Sud Est (non seulement aux quatre dragons mais aussi aux autres, y compris désormais la Chine du Sud) un dynamisme industriel incontestable a pu être enregistré qui témoigne d'un véritable processus de rattrapage des nations les plus industrialisées.

Toutefois, si l'on met de côté ces NPI- Nouveaux Pays Industriels d'Asie, dont la liste s'allonge certes, mais qui restent cependant minoritaires à l'échelle de la planète, force est de reconnaître que le constat de carence établi est amplement justifié, comme est justifiée la remise en cause profonde du développement dominant sur laquelle il débouche.

Cette remise en cause qui est allée bon train depuis une quinzaine d'années, d'où émane-t-elle ? D'où viennent les attaques contre le modèle de développement standard ? Elles viennent d'un peu partout. Il s'agit en fait d'un faisceau de critiques convergentes au niveau de la cible, mais provenant d'horizons théoriques, intellectuels et idéologiques divers. Sans prétendre être exhaustif, on peut répéter les principaux lieux d'où émanent ces critiques. Elles sont le fait à la fois :

- * des institutions internationales de Bretton Woods, FMI et Banque Mondiale essentiellement, qui préconisent ce que l'on appelle des PAS- Programme d'Ajustement Structurel- c'est-à-dire toute une panoplie de mesures d'inspiration libérale, avec comme noyau central le désengagement de l'Etat et la privatisation de nombreux secteurs de l'activité économique:

- * des organisations internationales des Nations Unies, en particulier l'UNESCO dont la Division des Etudes sur le Développement consacre ses efforts, au cours de ces dernières années, à la définition de la notion de "développement durable" (3);

- * des chercheurs indépendants qui, s'inspirant des travaux de l'économiste allemand E.F. Schumacher (4), centrent toute la réflexion sur le développement des pays du Sud sur le concept de "technologies appropriées";

- * d'autres chercheurs indépendants qui, renouant d'une certaine manière avec la problématique développée naguère par R. Dumont, situent- implicitement ou explicitement- les réponses aux problèmes des sociétés du Sud dans un développement fondé sur "l'autosuffisance alimentaire" et, partant, sur le "dynamisme rural" (5);

- * du courant écologique ou écologiste dont les meilleurs représentants en la matière, en France, sont I. Sachs et son équipe du CIRED- Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement. Les préoccupations et les réflexions de ce courant tournent autour du concept "d'éco-développement" (6);

- * d'un ensemble d'auteurs et d'organisations, notamment des ONG- Organisations Non Gouvernementales- qui tout en ayant des sensibilités politiques différentes, se retrouvent autour de l'idée de "besoins fondamentaux" qu'il faut appuyer et encourager (7);

- * et, enfin, du courant culturaliste dont les analyses sont conduites en termes "d'ethno-développement", "d'ethno-industrialisation"... mais qui en arrive en fait à

professer, implicitement ou même explicitement, la rupture avec le paradigme du développement (8).

Au total, à travers toutes ces démarches et tous ces projets, nous avons affaire à une prise de conscience des limites du modèle de développement dominant, prise de conscience qui conduit à préconiser soit un ajustement structurel"- cas du duo FMI- Banque Mondiale- soit un "développement alternatif"- cas de la majorité des auteurs et des courants - soit même une "alternative au développement" dans le cas du courant culturaliste. L'ampleur de cette prise de conscience est telle que même les fondateurs de l'Economie du développement- A.O. Hirschman, F. Perroux...- ont été amenés, au cours des années 80, soit à nuancer soit à réviser sérieusement une bonne partie de leur propre enseignement sur le développement(9).

Dans ce contexte marqué par la remise en question tous azimuts des stratégies traditionnelles et des modèles théoriques d'inspiration, ainsi que - dans le domaine de la recherche- par la multiplication de thèmes tournant autour de l'idée de projet alternatif, un fait d'importance semble n'avoir pas retenu suffisamment l'attention. À savoir que depuis un certain nombre d'années, la critique du développement dominant est largement à l'oeuvre dans les faits, à travers ce que l'on appelle les "pratiques de développement local ou territorial" (10).

En effet, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces pratiques ne se rencontrent pas seulement dans les pays industrialisés: la Troisième Italie, l'Allemagne du Sud, le Japon... Elles se rencontrent également dans de nombreuses contrées du Sud: à Sfax en Tunisie, en pays Bamiléké au Cameroun, dans la région de Rio de Janeiro au Brésil, en Inde méridionale, dans l'île de Java en Indonésie, etc.

L'hypothèse posée ici est que dans les pays en développement, de façon encore plus nette que dans les pays industrialisés, ces "pratiques de développement local" procèdent d'une réaction du corps social à l'essoufflement ou, mieux, aux carences du développement traditionnel, carences qui se mesurent à son incapacité avérée d'apporter des réponses appropriées aux difficultés de toutes sortes des sociétés concernées. En tant que telles, elles portent en elles- i.e. ces pratiques- les éléments d'un renouvellement fécond de la problématique du développement.

II- L'INDUSTRIALISATION A PETITE ECHELLE

CONTENU D'UNE ALTERNATIVE

Cette notion "d'industrialisation à petite échelle" est relativement récente dans la littérature consacrée aux pays en développement. Elle est utilisée par un certain nombre d'auteurs anglo-soxons (11) pour rendre compte des dynamiques de développement s'inscrivant dans le cadre d'activités artisanales ou de petite industrie et qui sont essentiellement le fait de petites entreprises regroupées spatialement selon une logique sectorielle. Ces mêmes dynamiques, on le sait, sont plus classiquement décrites à travers les notons de "spécialisation souple ou flexible", de "systèmes productifs locaux", de "processus d'industrialisation diffuse ou rampante", etc.

Analysant l'essor de ces nouvelles formes de développement dans les vieilles nations industrielles du Nord, certains spécialistes de la question n'hésitent pas à y voir un "nouveau modèle de développement", avec ce que cela implique comme rupture avec le modèle de croissance fortiste- ou modèle de production de masse- qui a prévalu tout au long des trente glorieuses (12).

S'agissant des pays en développement du Sud, où (on l'a vu) des phénomènes comparables s'observent- et où cependant l'expérience enseigne qu'il faut se méfier de toute idée de modèle- n soutiendra plus raisonnablement: premièrement, que l'industrialisation à petite échelle constitue une approche différente de la question du développement. Et deuxièmement, qu'au vu des dynamiques enregistrées un peu partout, elle se révèle comme une alternative prometteuse au schéma de développement périphérique classique dont les limites sont à présent patentes.

Cette alternative, quel en est le contenu. En restant sur un plan très global, disons que l'analyse du contenu de l'industrialisation à petite échelle peut s'articuler autour de cinq axes principaux, chacun d'eux témoignant d'une rupture radicale avec les logiques économique et sociales caractéristiques du développement standard en vigueur auparavant.

II.1- Le premier axe concerne l'articulation de l'économie et du social

Le développement traditionnel, on le sait, se fonde sur la scission du social en deux instances distinctes: l'économique et l'extra-économique, autrement dit, en simplifiant un peu, ce qui relève de l'échange marchand et ce qui échappe aux règles d'un tel échange. Dans cette conception, l'économique est non seulement autonomisé par rapport aux autres dimensions de la vie sociale, mais il est en outre considéré comme l'instance motrice, tandis que le social, le culturel, le symbolique...sont relégués au statut d'instances muées ou d'instances entrainées (13). En termes de politiques et de pratiques de développement, le résultat en est que le développement est d'abord une affaire économique. Si le socio-culturel intervient, c'est à titre secondaire et, pour ainsi dire, de façon extérieure au processus.

Dans le processus d'industrialisation à petite échelle, il en va différemment et extra économique, marchand et non marchand sont intriqués étroitement l'un dans l'autre de sorte qu'il est difficile- sinon impossible- de les dissocier analytiquement. C'est dire que la socio-culture locale joue un rôle essentiel dans les processus de développement. Lors même de leurs activités de production, et sur les lieux mêmes de leur travail, artisans et petits producteurs entrent dans des rapports qui ne sont pas qu'économiques. Ce sont aussi des rapports sociaux faits de solidarité et de convivialité.

La concurrence entre producteurs, entre entreprises, etc., n'est évidemment pas abolie, mais elle est insérée dans un tissu de relations qui laissent une grande place à l'entraide et à la coopération. Bref, à travers tout cet enchevêtrement de liens et de rapports et à travers les réseaux de relations qui en découlent, on est tenté

d'entrevoir l'émergence non pas d'un autre projet économique mais d'un nouveau projet de société dans lequel l'économique est enchâssé ou, plus exactement, réenchâssé dans le social de façon à être indissociable de lui.

II.2- Le deuxième axe pose la question de l'uniformité ou de la diversité des voies de développement

Dans son concept comme dans sa réalité, le développement conventionnel autre façon de désigner le modèle standard- repose sur l'idée que le développement est un. Cette unicité vaut naturellement en ce qui concerne les finalités poursuivies partout, le but est de produire les mêmes biens et services à partir des mêmes produits primaires.

L'uniformisation des modes de consommation qui en découle- ou qui devrait en découler- n'est pas considérée comme problématique, ni à priori ni à fortiori. Elle vaut également (cette unicité) en ce qui concerne les processus mis en oeuvre. Partout ou presque, on implante les mêmes usines ou les mêmes équipements industriels, lesquels fonctionnent selon les mêmes techniques, les mêmes rythmes de travail, la même division des tâches, etc.

Sans doute, sur tel ou tel plan, faut-il nuancer cette idée d'uniformité des modes de développement. Ainsi en est-il, par exemple, en matière de priorités sectorielles et industrielles, de structure de la propriété du capital, de modalités d'inspection dans le commerce international, etc. Toutefois, au-delà de ces écarts relativement mineurs, force est de constater que le développement standard renvoie à un processus de négation des différences- sur le plan économique et sur le plan culturel- au profit d'une homogénéisation tendancielle non seulement des finalités mais aussi des trajectoires.

Dans les expériences d'industrialisation à petite échelle- Moncef Bouchrara dans le cas de la Tunisie parle d'"industrialisation rampante" (14)- la tendance est à l'opposé; elle est à la diversité des voies et des stratégies. Il n'y a donc pas dans ce cas une façon unique de surmonter les difficultés- une sorte de voie royale de développement économique et social- mais plusieurs. Fait remarquable, dans le cadre de cette diversité, les différences de comportement, d'approche des problèmes sont non seulement acceptées et reconnues, mais elles sont pour ainsi dire valorisées car considérées comme bénéfiques à tous et favorables à la réussite globale.

Ce n'est donc pas seulement que les différences ne sont plus un élément handicapant, elles deviennent au contraire un facteur dynamisant.

Comme le soulignent C. Courlet et B. Pecqueur, les systèmes locaux d'industrialisation diffuse "s'opposent au modèle fordiste d'industrialisation car ils valorisent la rencontre des différences plutôt que l'uniformisation. Ils s'appuient sur des milieux humains riches de leur variété et leur complexité" (15).

Cette consécration de la diversité est vraie en particulier dans le domaine de la technologie. On se rappelle le débat passionné qui a vu s'affronter, des années durant, partisans des "technologies douces" et ceux qui défendaient la thèse du

"raccourci technologique" (16). Dans l'industrialisation à petite échelle, la question ne se pose pas en ces termes manichéens des techniques modernes contre les techniques traditionnelles. Les problèmes à résoudre étant variables d'un contexte à l'autre- d'un pays à l'autre; d'une région à l'autre- les réponses technologiques appropriées à leur apporter ne peuvent, elles aussi, qu'être variables et s'inscrire dans une perspective de "pluralisme technologique" selon l'expression de D. Théry (17).

II.3- Le troisième axe, étroitement associé au précédent, porte sur le rejet de l'univers de la "production de masse" au profit d'une spécialisation souple"

Le modèle de développement qui a dominé sans partage au cours des années 60 et 70 est un modèle mimétique dans ce sens qu'il procède par imitation et que son objectif ultime est d'instaurer dans les sociétés en développement du Sud des modes de production et de consommation comparables à ceux des nations industrielles du Nord. Ces modes de production et de consommation reposent pour l'essentiel sur quatre éléments liés entre eux: la masse et son corollaire la société de consommation, la grande taille des entreprises et la concurrence exacerbée entre elles.

Le fait est que la crise qui n'en finit de resurgir a montré les limites d'un tel modèle au Nord même: ce sont les limites du keynéso-fordisme périphérique" (18) le sont encore davantage. Dans ce contexte, à l'instar de ce qui se passe au Nord, on voit apparaître un peu partout dans les pays du Sud de nouvelles formes d'organisation économique et sociale qui attestent à la fois d'un rejet du modèle de la production de masse, d'une réhabilitation de l'unité de production de petite dimension et d'une résurgence de la solidarité et de la coopération ancestrales au détriment de la concurrence ruineuse, y compris dans le domaine de l'activité industrielle.

Plus concrètement, disons qu'à la faveur de la crise on assiste, dans de nombreux pays en développement, à l'émergence- qui est en même temps une réémergence- de la petite production de l'entreprise artisanale ou micro-industrielle, sur un plan officiel ou clandestin, et le plus souvent dans le cadre d'une concentration spatiale d'activités proches sinon identiques.

Cette concentration spatiale d'entreprises de petites tailles autorise-t-elle à caractériser les phénomènes en cause par les concepts de "systèmes industriels localisés", de "systèmes productifs locaux" ou de "districts industriels" utilisés dans le cas des dynamiques territoriales en pays développés ? La question est posée, mais la réponse n'est pas évidente. Soulignons cependant que les systèmes productifs locaux du Nord et les regroupements spatiaux de mini-entreprises qui donnent naissance à une industrialisation à petite échelle au Sud, présentent plusieurs caractéristiques communes. Ces caractéristiques qui en expliquent le dynamisme et la vitalité sont notamment: la promotion d'une spécialisation souple contrairement aux rigidités de la production de masse, une relative réconciliation des tâches de

conception et d'exécution au sein d'ateliers flexibles et de petites dimensions et, enfin le rejet de la concurrence acharnée au profit de l'entraide et de la solidarité.

II.4- Le quatrième axe concerne le rôle de la variable spatiale ou territoriale dans les processus de développement

L'approche de l'espace qui prévaut sans le schéma de développement standard est une approche purement fonctionnelle. Dans cette approche, l'espace est considéré uniquement sans son sens géographique, c'est-à-dire comme étendue ou distance entre lieux se traduisant, sur le plan économique, par des coûts: coûts de déplacement et de transport notamment. L'espace est donc, dans cette conception, un "simple support neutre" (B. Pecqueur) subissant passivement des lois de fonctionnement économique exogènes ou, en tous cas, définies indépendamment de lui.

Certes, grâce à A. Hirschman et surtout F. Perroux, le courant structuraliste a renouvelé l'analyse de l'espace en y introduisant des concepts utiles, en particulier ceux de "polarisation" et de "domination spatiale" (19). Toutefois, à travers ces concepts, il s'agissait principalement de rendre compte des inégalités spatiales de développement observées, qui ne pouvaient s'expliquer par de simples différences physiques ou climatiques.

Le renouvellement de la vision du développement qui s'esquisse concrètement à travers les expériences d'industrialisation à petite échelle suggère une tout autre approche. Dans celle-ci, on peut parler d'une "variable spatiale" dans ce sens que l'espace joue un rôle actif- et dans certains cas décisif- dans la dynamique de développement économique et social. Que ce soit au Pérou ou en Indonésie ou au Ghana, les regroupements de petites entreprises- qui sont la source du dynamisme et de la vitalité retrouvés- ne s'opèrent pas n'importe où, ils s'opèrent dans certains endroits présentant des conditions favorables sur le plan économique mais aussi, et surtout, sur le plan socio-culturel.

C'est dire que l'espace n'est pas un, sorte d'ensemble indivisible et indifférencié. Il est au contraire pluriel, c'est-à-dire composé de parties nettement différenciées les unes par rapport aux autres qu'on appelle "territoires". Du fait de cette hétérogénéité, avec ce qu'ils impliquent comme synergies et relations de coopération, se créent et se développent dans certains territoires et pas dans d'autres. Ces réseaux et les rapports particuliers qui s'y nouent entre les différents acteurs, sont ce qui définit un territoire dans sa spécificité- relativement à d'autres- et forme la "variable territoriale" dont l'impact sur le processus de développement se révèle parfois crucial (20).

II.5- Le cinquième axe touche au problème de la force humaine de travail et de sa place au sein du processus de production

Dans le "fordisme périphérique", comme dans le "fordisme central", la logique de développement qui s'impose est celle dans laquelle la croissance

économique s'appuie principalement sur trois facteurs liés: les économies d'échelle avec ce que cela suppose comme unités de production de taille de plus en plus grande, les gains permanents de productivité par l'approfondissement de la division du travail au sein des entreprises et le cloisonnement strict des producteurs et, enfin, la rationalisation de l'activité productive grâce à l'application de l'organisation scientifique du travail".

Au niveau de la force humaine de travail, les retombées de ce système sont connues et ont donné lieu à une littérature abondante. Pour résumer, disons qu'elles consistent dans un phénomène de déqualification massive des producteurs de base, attelés sans motivation à la fabrication de biens standardisés dans le cadre de chaînes de production rigides, ce qui se traduit, plus généralement, par une totale dévalorisation du statut de l'homme dans le processus économique global.

Sous cet angle aussi, on peut dire que le constat est saisissant avec ce qui a pu être observé dans plusieurs cas d'industrialisation à petite échelle. De ces observations, il ressort en effet qu'ici la production et sa croissance régulière se fondent surtout sur l'emploi de machines à usages multiples, manipulées ou actionnées par des travailleurs polyvalents qui, comme tels, sont en mesure d'innover et de s'adapter à des réalités en constante mutation. De ce point de vue, et à titre d'hypothèse, on est tenté de voir dans les processus d'industrialisation à petite échelle comme la naissance- à moins qu'il s'agisse d'une renaissance- d'un système social de production attribuant à l'homme un rôle prépondérant.

Sans doute, convient-il de rester prudent. S'agissant de pays en développement, il est clair que les niveaux de qualification de la main d'oeuvre- au sens habituel de compétences industrielles acquises à travers des cursus de formation institutionnelle- sont en général faibles. Les personnes engagées dans des systèmes d'industrialisation à petite échelle, au même titre que les autres, n'échappent pas à la règle (21). D'ailleurs, bon nombre de ces systèmes ont basé leur succès- au moins initialement- sur l'utilisation intensive de cette main d'oeuvre peu qualifiée, ce qui à priori ne favorise ni la capacité d'adaptation ni l'innovation technologique.

Il faut toutefois souligner le fossé qui sépare le développement conventionnel des pratiques d'industrialisation à petite échelle quant à l'attitude observée vis-à-vis des connaissances, des compétences et des savoir-faire issus de la tradition, notamment de l'artisanat traditionnel. Alors que ceux-ci sont rejetés et niés dans le premier, ils sont pleinement reconnus et valorisés dans les seconds, même si cela passe par leur enrichissement par de nouvelles connaissances et compétences et par de nouveaux savoir-faire là où des machines et des technologies plus modernes sont introduites.

Au total, on peut donc dire qu'à l'inverse du modèle standard, dans l'industrialisation à petite échelle, croissance et développement n'ont pas pour levier la sous-qualification massive de la main d'oeuvre. Ils sont au contraire grandement conditionnés par la présence d'une force humaine de travail dense et justifiant de compétences polyvalentes, les savoir-faire et les connaissances traditionnels étant

dans ce cadre pleinement reconnus et intégrés. L'avantage décisif que confèrent ces compétences polyvalentes aux producteurs qui les détiennent réside dans l'aptitude à innover et à s'adapter à la fois aux changements techniques, rapides en ce siècle finissant, et aux contraintes évolutives du marché.

CONCLUSION

Dans les pays en développement, comme dans les pays du Nord, on observe des phénomènes de regroupement dans l'espace de petites entreprises exerçant les mêmes activités ou des activités proches. Les régions où se produisent ces regroupements font preuve d'une vitalité économique étonnante en ces temps d'essoufflement des stratégies volontaristes de développement et de croissance économique ralentie.

Le fait est que la petite taille des unités de production concernées et les relations qui se nouent entre celles-ci - relations faites de concurrence mais aussi de solidarité, de coopération et de construction de synergies - confèrent aux tissus économiques de ces régions une triple capacité d'innovation, d'adaptation et de régulation tout à fait décisive dans les conditions d'aujourd'hui. A travers cette évolution se font jour des formes de développement nouvelles, différentes en tous cas de celles caractéristiques du modèle de développement standard. Pour désigner ces formes, nous avons retenu la notion d'industrialisation à petite échelle. L'hypothèse avancée dans ce papier, on l'a vu, est que l'industrialisation à petite échelle s'avère une alternative prometteuse au développement dominant qui a souvent conduit à des impasses dans les sociétés du Sud. Cette alternative, dans son contenu spécifique, peut se définir par référence à cinq éléments principaux: l'articulation de l'économique et du social et le rôle de la socio-culture locale; le refus de l'uniformité au profit de la diversité des voies de développement; le rejet du paradigme de la "production de masse" au profit de la "spécialisation souple"; la prise en compte de l'espace comme variable importante du processus de développement; et enfin la réhabilitation de la place centrale de la force de travail dans ce même processus.

Si parmi ces éléments les trois premiers sont maintenant assez connus, car ayant retenu l'attention des théoriciens du développement et des spécialistes des pays en développement, il n'en est pas de même des deux derniers. C'est donc sur eux que porteront nos efforts de recherche ultérieurs.

BIBLIOGRAPHIE

[1]- Cf COLLETIS, G., COURLET, C., PECQUEUR, B: (1990) "les systèmes industriels localisés en Europe: Politiques publiques et systèmes industriels localisés en France, Italie et R.F.A.", publication de l'IREPD, série Rapports de Recherche, Grenoble.

- [2]- Cf COMELIAU, Ch., (1994): "Pour un renouveau de l'étude du développement " Revue Tiers-Monde, tXXXIV, n 135, Juil-Sept.1993. Et JANVRY A., SADOULET E., THORBECKE E., " Le renouveau de l'analyse économique du développement ", problèmes économiques, n 2361, 2 .
- [3]- L'UNESCO a organisé à Paris du 23 au 25 Septembre 1991 un "Forum international sur le Développement durable". La plupart des contributions a cette rencontre ont été publiées, sous la direction de A. BENACHENHOU, dans la Revue Tiers-Monde, t XXXIII, n 130, Avril Juin 1992.
- [4]- Principalement "Small is beautiful: une société a la mesure de l'homme", Editions du Seuil Col. Points, Paris 1978.
- [5]- Voir en particulier Revue Tiers-Monde, t XXXII, n 128, Octobre-Décembre 1991, numéro dirigé par M. HAUBERT, t. entièrement consacré au thème "politiques agraires et dynamismes paysans".
- [6]- Sachs I.: "Stratégies de l'éco-développement", Les Ouvrières, Paris 1980.
- [7]- DEBLE I. et HUGON Ph.: "Vivre et survivre dans les villes africaines", PUF., Paris 1983.
- [8]- LATOUCHE S.: "Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du Tiers Monde", PUF, Paris 1986.
- [9]- Voir à ce propos PERROUX F., "Pour une philosophie du nouveau développement", éd. Aubier- Les presse de l'UNESCO, Paris 1981.
- [10]- PECQUEUR B.: "Le développement local: mode ou modèle?", éd. Syros, col Alternatives économiques, Paris 1989.
- [11]- Notamment SCHMITZ H.: "Growth constraints on small-scale manufacturing in developing countries: a critical review", *World development*, vol.10, n 6, 1982.- Flexible specialization: a new paradigm of small-scale industrialisation? "Discussion paper 261, Institute of Development Studies, University of Sussex, 1989. "Petites entreprises et spécialisation souple dans les pays en développement", *Travail et Société*, vol. n 3, Genève 1990.
- [12]- Cf COURLET C., PECQUEUR B.: "Les systèmes industriels localisés en France: un nouveau modèle de développement", in Benko, Lipietz, *Les régions qui gagnent*, PUF, Paris 1992.
- [13]- Ces notions d'instance motrice" et d'instances mues" sont de F. PERROUX. Cf "L'économie du 20ème siècle", PUF, Paris 1969 (troisième édition).
- [14]- BOUHRARA M.: "Industrialisation rampante et innovation clandestine en Tunisie", *Economie et Humanisme*, n 289, mai-juin 1986.- BOUHRARA M. "Sfax, capitale de l'industrialisation rampante, *Revue Tiers-Monde*, t. XXX, n) 18, avril-juin 1989.
- [15]- COURLET C. et PECQUEUR B.: " Les systèmes productifs localisés en France", op. cit., p.19.
- [16]- Cf. notamment SCHUMACHER E.F.: "Small is beautiful: une société à la mesure de l'homme", op. cit. ; et EMMANUEL A., "Technologie appropriée ou technologie sous-développée ?", PUF-IRM, Paris, 1981.

[17]- **THERY D.**: "Plaidoyer pour développer des technologies plus appropriées et passer du mimétisme au pluralisme technologique", *Revue Tiers-Monde*, n 91, juillet-septembre 1981.

[18]- L'expression est de **A LIPIETZ**, in "Mirages et miracles: problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde", Ed. la découverte, Paris 1986.

[19]- ces concepts sont développés notamment dans: **PERROUX F.**, "Les espaces économiques", *Economie Appliquée*, t.III, n 1, 1950; **PERROUX F.**, "L'économie du 20ème siècle", op.cit. Voir en particulier la deuxième partie: Les pôles de croissance; **HIRSCHMAN A.O.**, "La stratégie du développement économique", Ed. Ouvrières, Paris 1954.

[20]- Sur cette analyse, voir **B. PECQUEUR**, "De l'espace fonctionnel à l'espace-territoire: essai sur le développement local", thèse de doctorat d'Etat en sciences économiques, Université des Sciences Sociales de Grenoble, 1987.

[21]- Encore qu'il faille préciser que dans ces systèmes, suivant la formule célèbre, on est ingénieux sans être ingénieur, industriels sans être industriel, comme on est entreprenant sans être entrepreneur.